



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT

L'EPANDAGE DES BOUES DE LA STATION DES EAUX USEES DU SIVOM DES HAYES  
SITUEE SUR LA COMMUNE D'ETIVAL SUR LES COMMUNES DE ALLONNES, ETIVAL  
LES LE MANS, FILLE, LOUPLANDE, ROUILLON, SAINT GEORGES DU BOIS, SOULIGNE  
FLACE

COMMUNES DE ALLONNES, ETIVAL-LES-LE-MANS, FILLE, LOUPLANDE, ROUILLON,  
SAINT GEORGES DU BOIS, SOULIGNE FLACE

DOSSIER N° 72-2015-00150

La préfète de la SARTHE

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre national du mérite

**ATTENTION** : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret no 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 29/05/15, présenté par le SIVOM DES HAYES ASSAINISSEMENT représenté par Jean Yves PEAN, enregistré sous le n°72-2015-00150 et relatif à : l'épandage des boues de la station des eaux usées du SIVOM des Hayes située sur la commune d'ETIVAL sur les communes de ALLONNES, ETIVAL LES LE MANS, FILLE, LOUPLANDE, ROUILLON, SAINT GEORGES DU BOIS, SOULIGNE FLACE ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**SIVOM DES HAYES ASSAINISSEMENT  
MAIRIE  
PL DE LA MAIRIE  
72700 ST GEORGES DU BOIS**

**concernant : l'épandage des boues de la station des eaux usées du SIVOM des Hayes située sur la commune d'ETIVAL**

dont la réalisation est prévue dans les communes de : ALLONNES, ETIVAL-LES-LE-MANS – FILLE – LOUPLANDE – ROUILLON – SAINT GEORGES DU BOIS – SOULIGNE FLACE

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0	Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, étant : 1° Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (A) 2° Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an (D) Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées.	Déclaration	08/01/1998

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 29/07/2015**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies de : ALLONNES, ETIVAL-LES-LE-MANS – FILLE – LOUPLANDE – ROUILLON – SAINT GEORGES DU BOIS – SOULIGNE FLACE ; où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de ALLONNES, SAINT-GEORGES-DU-BOIS ETIVAL LES LE MANS, FILLE, LOUPLANDE, ROUILLON, SOULIGNE FLACE par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre

déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

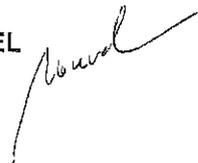
Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LE MANS, le 3 Juin 2015  
Pour le Préfet de la SARTHE  
P. Le Directeur Départemental des Territoires  
Le Chef du Service Eau - Environnement

Philippe NOUVEL



Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Direction Départementale  
des Territoires de la Sarthe

Monsieur le Président du  
SIVOM DES HAYES ASSAINISSEMENT  
MAIRIE  
PL DE LA MAIRIE  
72700 ST GEORGES DU BOIS

Service de police de l'eau

Dossier suivi par :  
Franck LUCAS C. i

Mèl : franck.lucas@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 72 16 41 66

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : l'épandage des boues de la STEU du SIVOM des HAYES située sur la commune d'ETIVAL LES LE MANS;

Réf. : 72-2015-00150

LE MANS, le 03/06/2015

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 29/05/15, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**l'épandage des boues de la station des eaux usées du SIVOM des Hayes située sur la commune d'ETIVAL sur les communes de ALLONNES, ETIVAL LES LE MANS, FILLE, LOUPLANDE, ROUILLON, SAINT GEORGES DU BOIS, SOULIGNE FLACE**

dossier enregistré sous le numéro : **72-2015-00150**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'attire votre attention sur le fait que, sauf accord formel préalable, il vous est **interdit de commencer cette opération avant le 29/07/15, délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition motivée à votre déclaration** conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai il peut également vous être demandé des compléments sur le fond au titre de la régularité de votre dossier, ou des prescriptions spécifiques éventuelles peuvent vous être imposées.

Passé ce délai, en l'absence de réaction de l'administration, un accord tacite est donné à votre déclaration en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du service Eau - Environnement

Philippe NOUVEL

P.J. : un récépissé de déclaration

Direction Départementale des Territoires de la Sarthe  
Service de police de l'eau  
CS 10013 19 Boulevard Paixhans 72042 LE MANS CEDEX 9